

Monsieur l'Inspecteur académique,

La rentrée scolaire 2017 s'ouvre sur une ribambelle de nouvelles mesures qui donnent le vertige : remise en place d'un jour de carence, hausse de la CSG non compensée, report du PPCR, suppression des emplois aidés, gel du point d'indice, etc.

Les fonctionnaires et notamment ceux de l'Éducation Nationale ne sont ni des nantis ni des privilégiés.

A l'UNSA Éducation, nous défendons un service public d'Éducation de qualité qui dépend avant tout de nos conditions de travail et de reconnaissance dans l'exercice de nos missions.

Emmanuel Macron annonce vouloir incarner le sens de l'État au-dessus des intérêts particuliers, mais il semble omettre que ce sont les fonctionnaires et parmi eux les enseignants qui servent l'intérêt général au quotidien.

Entre effets d'annonce, polémiques et mesures effectives, difficile de s'y retrouver...pour l'Unsa Éducation ce sont autant de messages qui tiennent de la provocation !

Jean-Michel Blanquer, depuis son arrivée rue de Grenelle, enchaîne les annonces à la presse et ressort de vieux dossiers pour en faire une nouvelle vieille idée.

- Il avance des mesures déjà existantes comme s'il les inventait (Stage de remise à niveau - Marseillaise par exemple) ;
- Il ravive des polémiques stériles comme sur la méthode globale de lecture ;
- Il crée des tensions parmi la communauté éducative avec le retour à la semaine à 4 jours, la réforme du Collège.

Notre nouveau ministre ne cesse de parler de confiance et de liberté... mais il cultive la méfiance voire la défiance et multiplie les injonctions.

Pour l'ensemble des personnels, la mise en place tardive des orientations présidentielles (rythmes scolaires, réforme du collège, emplois aidés) a occasionné de nombreuses tâches supplémentaires dans les établissements comme dans les services, la remise en cause en dernière minute d'une préparation de rentrée n'est pas acceptable pour notre fédération.

La confiance, Monsieur le ministre, il ne suffit pas de l'évoquer et de la convoquer. Il faut aussi la construire.

Et ce n'est pas gagné ! Cette rentrée se déroule plutôt dans l'incertitude et la crainte d'une énième nouvelle annonce toujours plus négative et polémique que les précédentes.

Nous sommes inquiets de la baisse drastique des contrats aidés, baisse qui peut être très lourde de conséquences pour nos élèves. Nous sommes bien sûr préoccupés par le sort des personnels qui pouvaient bénéficier de cette passerelle vers l'emploi. Cependant ce qui nous questionne le plus ce sont les incidences directes sur les directeurs, privés de leur aide administrative, sur

l'organisation des vies scolaires et internats des collèges et lycées, mais aussi sur tout l'appui et l'aide apportés par les CUI embauchés par les mairies et les associations.

Nous sommes aussi préoccupés par l'absence dans notre département de médecins scolaires et de deux infirmières.

Ce Comité Technique Spécial Départemental doit donc débattre des bilans de la rentrée dans les 1er et 2nd Degrés.

Nous savons qu'il faut être extrêmement prudents avec l'utilisation des chiffres, mais les documents préparatoires semblent mettre certains éléments en évidence .

Dans le 1er Degré, globalement, les effectifs constatés à la rentrée 2017 seraient inférieurs aux prévisions attendues (- 134 élèves, hors spécial). L'analyse des chiffres démontre, une nouvelle fois, qu'il est très difficile de faire des projections en ce qui concerne la scolarisation des enfants de 2 ans (- 106 par rapport à la prévision). L'augmentation du nombre d'enfants de 3 ans (+ 30) est plutôt encourageante. Par contre, les variations à la baisse dans les autres classes d'âge et/ou niveaux (sauf pour les 5 ans) sont autant de signaux d'alerte. Les ouvertures de classe ou, le maintien du nombre de classes, intervenus lors de la carte scolaire du printemps ont conforté les écoles concernées.

En collège, les effectifs augmenteraient sensiblement avec 58 élèves de plus qu'à la rentrée 2016, ce qui représenterait 16 élèves de plus que les prévisions. A noter la progression enregistrée dans certains « petits » établissements (Le Bleymard, Meyrueis par exemple), mais aussi les chiffres qui demeurent très inquiétants au collège de Vialas, où il n'y aurait toujours pas d'élèves en 6ème. La survie de cet établissement est en jeu !

Pour conclure, si le ministre souhaite mobiliser les énergies positives des agents publics, il faut qu'il permette à cette ressource précieuse de ne pas s'épuiser. Du coup, méditons un instant mais surtout incitons le gouvernement à méditer :

- mobiliser n'est pas punir mais faire appel aux facultés morales et intellectuelles des personnels,
- responsabiliser n'est pas stigmatiser mais déléguer et donner du pouvoir
- économiser signifie aussi prendre soin.

Merci de votre attention.